

DELIBERATION N° 2018-90
**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**
DU 25 SEPTEMBRE 2018
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jérôme PECH, Directeur des Ressources humaines,

Valide les tarifs des formations en expérimentation animale comme suit :

1 - Tarifs des formations habilitation à l'expérimentation animale B, A et équivalences

		Tarif pour le secteur privé	Tarif pour le secteur public
Formation B	7 jours	1 900 €	560 €
Formation A	5,5 jours	1 280 €	380 €
Equivalence B	au prorata des jours de formation suivis	272 € par jour	80 € par jour
Equivalence A	au prorata des jours de formation suivis	233 € par jour	70 € par jour

2 - Tarif pour les formations en maintien des compétences. Pour le secteur public, la prestation sera fournie à titre gracieux dans la limite des places disponibles.

	Tarif pour le secteur privé
Module - Réglementation en expérimentation animale : Décret et arrêtés de février 2013 1/2 jour	250 €
Module - Gestion de la douleur en expérimentation animale : mise en place d'anesthésie et d'analgésie 1/2 jour	250 €

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix, 23 voix pour et 2 abstentions.

Membres en exercice : 36


Quorum : 18

Présents et représentés : 25

Fait à Nice, le 25 SEP. 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-90

TRANSMISE AU RECTEUR : - 9 OCT. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.